

Fin de crise pour le commerce mondial

Agnès Bénassy-Quéré est directrice du CEPII et Lionel Fontagné Professeur à l'Université Paris-I

Parmi les bonnes nouvelles de la rentrée, les chiffres du commerce mondial sont revenus en territoire positif : en juillet, selon le CPB (Office néerlandais de prévision), le volume du commerce mondial aurait augmenté de 3,5 % par rapport à juin, le chiffre de juin étant lui-même en hausse de 1,6 % par rapport à mai. Ces chiffres sont, certes, tempérés par la baisse des exportations allemandes enregistrée en août et le faible optimisme du Baltic Dry Index - indicateur avancé des échanges. Mais ils contrastent avec la plongée en eau profonde du commerce mondial durant la crise : - 6,7 % au dernier trimestre 2008, - 11 % au premier trimestre 2009 et encore - 0,7 % au deuxième trimestre 2009.

La surréaction du commerce par rapport au PIB pendant la crise n'a échappé à personne. Au Japon, par exemple, le volume des exportations a reculé de 15 % au dernier trimestre 2008 et de 26 % au premier trimestre 2009, alors que le PIB ne diminuait respectivement « que » de 3,6 % et de 3,8 % au cours des deux trimestres. Pourquoi cette réaction démultipliée du commerce par rapport à la production ?

Une explication souvent avancée est la fragmentation internationale des chaînes de valeur : de nos jours, un produit final (disons, un ordinateur) contient de nombreux composants importés franchissant plusieurs fois les frontières avant de se retrouver assemblés dans le produit final. Chacun de ces composants est enregistré pour sa valeur totale dans les statistiques d'importation, tandis que l'ordinateur n'est enregistré dans le PIB que pour la valeur ajoutée réalisée dans le pays où il est assemblé. Ainsi, la fragmentation croissante des chaînes de valeur conduit mécaniquement à une croissance plus rapide du commerce que du PIB, puisque le même ordinateur contient davantage de composants importés. C'est ce qui a été observé durant les dernières décennies. Cependant, ceci ne signifie aucunement qu'une chute du PIB mondial de 1 % doit entraîner une chute du commerce mondial de plus de 1 % : face à une baisse de 1 % de la demande d'ordinateurs, le fabricant réduira de 1 % (et non de plus de 1 %) ses commandes de produits intermédiaires. On pourrait observer une surréaction du commerce uniquement si la chaîne de valeur était modifiée par la crise (par exemple, si les fabricants d'ordinateurs se recentraient sur des fournisseurs nationaux), ou bien si la chute de la demande mondiale portait prioritairement sur les secteurs les plus fragmentés internationalement. Des simulations réalisées au Cepii à partir d'un modèle multinational et multisectoriel montrent que cela ne suffit pas, très loin de là, à expliquer la surréaction observée du commerce mondial à la fin de 2008 et au début de 2009.

Alors, à qui la faute ? Certains accusent les mesures protectionnistes prises par un certain nombre de pays depuis le début de la crise. Cette inquiétude est pourtant injustifiée jusqu'ici, pour deux raisons. D'abord, la chute du commerce a été très brutale - les échanges ont plongé à partir de novembre 2008 -, tandis que les mesures protectionnistes ont été prises progressivement. Ensuite, même si le « Global Trade Alert » recense 437 mesures protectionnistes annoncées ou déjà en application, les mesures sont, pour l'instant, généralement très ciblées sur un produit et un couple de pays, de sorte qu'elles ne sont pas de nature à affecter fortement le commerce mondial.

Plus probablement, la chute spectaculaire du commerce mondial durant la crise est due au déstockage, à l'attrition du crédit et à la baisse vertigineuse de l'investissement. Ces trois phénomènes ne sont pas appelés à durer et on peut donc être relativement optimiste sur un rebond du commerce mondial, sauf à observer une remontée importante du protectionnisme (comme cela avait été le cas durant la grande crise de 1929) en lien avec la poursuite de la hausse du chômage. Il reste que, si une « démondialisation » ne semble pas pour l'instant en vue, une conclusion rapide du cycle de Doha ne figure pas très haut parmi les priorités des pays riches, notamment aux États-Unis. Or les simulations réalisées au Cepii montrent qu'un arrêt du processus de mondialisation pourrait réduire d'environ 2 points de pourcentage le rythme de croissance du commerce mondial par rapport aux décennies passées. La fin de la crise, donc, mais peut-être aussi la fin d'une ère d'expansion exceptionnelle du commerce mondial, s'il n'y avait pas un engagement politique fort en faveur du libre-échange.